# I emonde Mebdomadair adhérente à l'in 1900 de 1900 de

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes 10 au 16 décembre 1998

10,00 F

#### 10 ans de RMI

## Toujours plus de misère

E REVENU MINIMUM d'insertion a dix ans. C'est le 1<sup>er</sup> décembre 1988 que le gouvernement Rocard a présenté et fait adopter par l'Assemblée nationale cette merveille de la social-démocratie... De 1988 à 1998, plus de 3 millions de personnes ont perçu cette allocation. Ils sont aujourd'hui, chiffre relevé au 1<sup>er</sup> juin 1998: 1 089 648 allocataires.

Le RMI, c'est royalement 2 429,42 F par mois pour une personne seule (1). Mais attention. C'est une allocation de « nature différentielle », c'est-àdire sujette à abattement dès lors qu'une autre allocation (ou revenu) est perçue (par exemple, la même personne seule ne touchera plus que 2137,89 F si elle perçoit une allocation

seuls ». Là, Big Brother ne chôme pas, il existe même un fichier national nominatif « pour détecter les doubles affiliations. Les fichiers des caisses d'allocations familiales, qui le distribuent, sont croisés avec d'autres fichiers, notamment celui de l'A.S.S.E.D.I.C., pour vérifier que l'allocataire a bien déclaré ses revenus annexes. », affirme sans gêne Bertrand Fragonard, magistrat à la Cour des comptes. Il ajoute, fier de lui, dans une interview au *Monde*: « Les contrôles personnalisés sont denses : 15 % des entrants du mois et 1 % du stock par mois »...

Pour compléter la tableau, il faut rappeler que le Rmiste est un chômeur de longue durée et que donc cette prestation ne concerne pas les sans-abri. En effet, les successives mesures d'éconoSachant que ni le Smic ni le RMI ne permettent de vivre correctement, on appréciera ici l'état d'esprit de ceux qui décident des montants des salaires et allocations!

L'avenir est tellement rose qu'aujourd'hui l'ouverture du RMI aux jeunes âgés de moins de vingt-cinq ans suscite maints débats. Les associations sont plutôt pour, AC! (Agir ensemble contre le chômage) en tête de liste, d'autres sont plutôt réservées voire contre, à l'exemple du secours catholique: « Les jeunes isolés et non pris en charge ne sont pas si nombreux que ça: pour les autres, la solidarité familiale joue encore. » Cela coûte déjà trop cher d'indemniser des chômeurs longue durée... S'il faut maintenant rémunérer des jeunes, éventuellement sur-diplômés, où va-t-on?

À quand le RMI pour les retraités? En dix ans, les inégalités en France se sont creusées, 1 % de la population accapare plus de 25 % du patrimoine. Les riches, les très riches le sont encore plus... Les pauvres sont de plus en plus nombreux...

Cela, tout le monde le sait, et le répéter ici peut paraître un peu ridicule. Ce qui l'est moins, c'est de révéler les logiques à l'œuvre dans la mise en place de ces mesures sociales... qui paraissent à première vue généreuses... utiles puisque, aujourd'hui en tenant compte des enfants, plus de deux millions de personnes sont concernées par cette proposition.

#### Faire entendre la voix des « sans »

Ces logiques s'inscrivent encore et toujours dans un système économique qui a pour seul souci le profit maximum. Les financiers commandent, les politiques accompagnent. Le chômage coûte cher, inventons le RMI... Les jeunes n'ont pas de travail: donnons leur le RMI... Il y a trop de vieux, inventons une retraite: le minimum vieillesse!

Il n'y a pas trente-six solutions: toutes les luttes pour exiger le relèvement des minima sociaux seront les bienvenues. En finir avec la trêve des confiseurs... rejoindre et lutter avec tous les « sans »... soutenir les comités de chômeurs... Faire que les riches, les possédants, les politiques passent un mauvais Noël et soient obligés d'entendre ceux qui galèrent à 2 100 F par mois... Voilà une bonne nouvelle!

Alain Dervin. – groupe Pierre

1) Pour les couples comme pour une personne avec un enfant, le RMI s'élève à 3644,13 F (sans abattement) - enfant à charge supplémentaire: 728,82 F; 971,76 F à partir du troisième enfant.

Réforme de l'éducation et mouvement étudiant page 2 et 3

Menaces fascistes contre une tournée de débats

page 8

# DÉPÊCHE-TO; YA LES BOUGIES QUI COULETT; SUR LE BISCUIT!

logement). Dans les faits, c'est moins de 9 % des bénéficiaires qui reçoivent un RMI complet!

C'est une prestation sous haute surveillance. « Jamais versement n'aura été autant surveillée par de multiples procédures de contrôle » (dixit *Le Monde* du 1er décembre 1998). On sait ainsi que les personnes isolées représentent 60 % de l'effectif dont « deux tiers d'hommes

ISSN 0026-9433 - N° 1144



mie subies par le système d'indemnisation du chômage n'ont fait qu'accroître le nombre des bénéficiaires. En d'autres termes, le RMI, du côté de l'État et des patrons cela revient moins cher que d'indemniser correctement un salarié licencié.

#### Une allocation qui se mérite?

Le travail étant une valeur sacrée, chère à nos gouvernants, quand on le perd... il faut le payer. Il s'ensuit, aussi, ce fantasme, bien entretenu, sur le RMI, qu'il ne faudrait pas trop réévaluer au risque de concurrencer le Smic (payer des gens à ne rien faire: l'horreur!).

#### **EDITORIAL**

Le président Chirac vient de lancer une double offensive lors de sa visite au conseil régional de Bretagne. En déclarant qu'« il n'est pas acceptable, dans une démocratie moderne, que les services publics aient le triste monopole des grèves » et en parlant de « l'organisation d'un service minimal » Chirac poursuit l'œuvre de diabolisation des services publics entreprise par les gouvernements successifs, de droite et de gauche, et à la lumière du conflit de la S.N.C.F., s'attaque au droit de grève. Il tente de faire passer ces deux conceptions comme vétustes, archaïques, inadaptées à la société moderne. Casser les services publics et réduire la forme d'expression, de résistance et de lutte fondamentale des salariés à néant, voilà l'objectif dont rêvent les classes dirigeantes pour le début du XXIe siècle.

Dans le secteur privé, la situation est encore plus dramatique. On n'en est plus à parler du droit de grève mais tout simplement du droit de se syndiquer. À Paris, dans le quartier des Halles, le gérant du restaurant Pizza Pino a préféré licencier l'ensemble de ses salariés (37 personnes) plutôt que de voir apparaître un délégué du personnel C.G.T. dans son restaurant. Un patron qui aimerait bien par son action faire jurisprudence et convaincre ses petits copains qu'on peut empêcher l'implantation syndicale dans une entreprise. Ces deux événements nous prouvent qu'on nous prépare un avenir plein de douceur où les services publics, garantissant l'accès pour tous à certains services, n'auront plus place et où les acquis des luttes ouvrières seront relégués aux livres d'histoire. Un XXIe siècle radieux où seules les entreprises « rentables », basées sur la recherche du profit maximal, auront leur place, où toutes revendications, organisations salariales et contestations seront éradiquées et où le travailleur, de plus en plus isolé, sera soumis aux plus grandes flexibilité et précarité. Décidément, on vit une époque formidable.

Dans le même temps, les chômeurs qui avaient déjà battu le pavé l'hiver dernier, redescendent dans la rue. Par leur présence, ils rappellent que cette « démocratie moderne » produit de plus en plus de misère. Une nouvelle fois, c'est de Marseille que l'impulsion est partie. Ils étaient entre 10 000 et 20 000 dans les rues de la cité phocéenne le 3 décembre pour réclamer une prime de fin d'année de 3 000 F. Des occupations de locaux administratifs ont aussi eu lieu à Paris, Lyon, Lille, Rouen ou encore Dieppe. À Caen, les chômeurs ont même occupé les locaux de la fédération P.S. du Calvados afin de bien montrer que quel que soient ceux qui nous gouvernent, c'est toujours la même galère. Il est à souhaiter que, reprenant les acquis de l'an dernier, ce mouvement s'amplifie et pourquoi pas, fasse boule de neige avec d'autres secteurs en lutte de la société. Il faudra bien un jour se décider à faire rendre gorge à tous ces affameurs, semeurs de misère et autres exploiteurs.

#### Réforme de l'enseignement supérieur Le socialisme réel et les prolétaires

ES UNIVERSITÉS SE TROUVENT actuellement soumises au même processus de réforme que les lycées. La conception « Allègre » de la démocratie est maintenant connue: présentation tendancieuse de la réalité qui permet de mettre l'opinion de son côté contre les incapables et les privilégiés; mise en place d'une réforme radicale, par Allègre soimême et quelques experts de ses amis; pseudo-concertation a posteriori qui provoque la colère des intéressés; et, bouquet final, retrait des aspects les plus scandaleux du projet pour faire passer l'essentiel.

Pour les universités, Allègre suit un rapport concocté par Attali et dont les maîtres mots sont adaptation à l'Europe et à la réalité du monde économique, c'est-à-dire soumission aux impératifs de formation et d'innovation des entreprises. Ces fondements de la réforme Attalègre sont à l'œuvre dans de nombreuses autres sphères de la société, la logique est partout la même et correspond à la véritable vision qu'ont de la société ces socialistes réels: l'échange marchand comme moyen et fin ultime de l'organisation sociale.

On a peut-être moins vu ce que la réforme de l'enseignement supérieur engagée depuis que les socialistes sont au pouvoir, sert un autre objectif: gérer la croissance considérable du nombre d'étudiants ainsi que l'arrivée en force d'un nouveau public; des enfants de prolétaires auparavant exclus du système.

#### Niveau de formation et chômage

En 1960, et pour nous en tenir aux disciplines générales des universités (droit, sciences économiques, lettres, sciences), à la santé (médecine, pharmacie, dentaire) et aux IUT, le nombre d'étudiants était de 225 357. En 1990, il était de 983 132 soit 4,3 fois plus. Depuis, avec l'objectif des 80 % d'élèves au bac, la croissance n'a pas cessé. Sans aucun doute possible, les universités sont devenues des universités de masse. Elles ne sont plus le lieu de formation d'une minorité.

L'enjeu pour les intéressés est considérable. Quatre ans après la fin de leurs études; 42,5 % des non diplômés sont au chômage, contre 20 % des niveaux V (CAP/BEP), 8 % des niveaux III (Bac + 2) et 7 % des niveaux I et II (licence et plus). Selon la dernière enquête de la Conférence des grandes écoles auprès de ses adhérents, la part des diplômés en recherche d'emploi plus de six mois après leur sortie de l'école était comprise entre 2 % et 3 %. Faire des études, c'est se préserver du chômage, mais mieux vaut faire les bonnes études.

L'enjeu nous concerne d'autant plus que le système est un des piliers de l'organisation politique que nous subissons. En effet, l'idéologie républicaine repose sur le principe de l'égalité des chances (chances d'accéder aux métiers, aux responsabilités, aux revenus...). L'école et l'enseignement supérieur sont censés assurer à la fois une égalité de traitement (même éducation pour tous) et d'accès aux diplômes. Aux hiérarchies des régimes aristocratiques, la république démocratique opposerait une hiérarchie du mérite, des compétences. Dans l'idéologie républicaine, il est normal que les « meilleurs » c'est-à-dire les plus hauts diplômés, commandent les autres. Autrement dit, l'école et l'enseignement supérieur permettent aux détenteurs du pouvoir de légitimer leur domination: ils sont les meilleurs, les plus intelligents, les plus capables. Leurs diplômes l'attestent. On comprend qu'il est indispensable que le système éducatif apparaisse non sélectif dès le départ. Ou plus exactement, que la sélection ne se fasse que sur de prétendues qualités intrinsèques ou dons.

Or ceci est une fiction, un mensonge, un moyen de faire accepter la reproduction des inégalités. La sélection est complexe, subtile mais elle existe. La sélection c'est-à-dire la reproduction, génération après génération, des privilèges.

La sélection reste pour partie celle de l'argent, parce que nombre de filières qui donnent accès aux postes de pouvoir sont des filières d'enseignement supérieur privé. Faire une grande école de commerce privée, un an d'études aux États-Unis... cela coûte cher et seule

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot

l'élite économique peut l'offrir à sa progéniture. Qu'on y apprenne l'art de commander et de (se) vendre – toutes choses méprisables – et absolument pas celui de penser, n'y change rien.

La reproduction de l'élite résulte aussi de la détention ou non d'un capital social important. L'élite connaît le système, les réseaux, elle sait les institutions qu'il faut éviter, les filières et les formations qu'il faut suivre. Elle sait que les cursus qui sont les plus valorisés aujourd'hui ne sont pas les mêmes qu'hier. Les places y sont suffisamment rares pour qu'on y prépare sa progéniture depuis la fin du collège. Au collège, ceux des parents du prolétariat et du sousprolétariat qui sont mobilisés pour la réussite scolaire de leurs enfants ne pensent qu'à une chose: qu'ils s'en sortent, qu'ils aillent jusqu'au bac. Ils ne savent rien des filières d'excellence de l'enseignement supérieur.

gnement supérieur.

Qu'en est-il de ces filières d'excellence? Ou, autre manière de poser le problème, l'accès à l'enseignement supérieur s'est-il démocratisé? Pour nous en tenir au secteur public d'enseignement supérieur, il faut distinguer deux choses: non seulement l'enseignement supérieur dans sa globalité mais aussi la hiérarchie des institutions.

#### La reproduction des classes sociales

Sur le premier point, la réalité est celle-ci: une très relative démocratisation. Les enfants d'ouvriers, d'employés, de sans profession sont toujours sousreprésentés, mais ils le sont moins. Alors qu'en 1960 les enfants d'ouvriers représentaient 49 % des enfants de moins de 16 ans, les étudiants de cette origine sociale n'étaient que 6,7% de l'ensemble des étudiants des disciplines générales. Les enfants de professions libérales et cadres supérieurs étaient eux largement sur-représentés. Ils constituaient près de 30 % des étudiants alors qu'ils n'étaient que 5,7 % des enfants de moins de 16 ans. En 1990, les enfants d'ouvriers étaient toujours nettement sous-représentés dans les disciplines générales de l'université, les enfants de professions libérales et cadres supérieurs sont toujours sur-représentés. Ce qui signifie qu'indéniablement, les enfants des classes populaires accèdent à cet enseignement supérieur. Mais beaucoup moins qu'ils le devraient si il y avait cet accès égal pour tous. Il sont aujourd'hui 115 000, ils devraient être 317 000.

Encore ces chiffres masquent-ils une évolution importante car ils confondent les trois cycles de l'enseignement supérieur. Or si la sélection est moindre à l'entrée, elle se fait plus tard, en second et surtout en 3° cycle (DESS, doctorats). Et lorsqu'un un petit nombre décrochaient un DEUG, c'était une garantie contre le chômage. Sa démocratisation entraîne sa dévalorisation sur le marché du travail. L'échec universitaire touche

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

surtout les étudiants venus des milieux les moins favorisés: 50 % des bacheliers technologiques, pour l'essentiel venus des milieux défavorisés, n'obtiennent aucun diplôme d'enseignement supérieur; 15 % seulement d'entre eux obtiennent une licence après quatre ans d'études, contre 50 % des bacheliers issus de l'enseignement général. Et cette inégalité s'aggrave ensuite: au troisième cycle on trouve 47 % d'étudiants venus des professions libérales et classes supérieures contre 7 % d'ouvriers.

#### Des diplômes au rabais

Et c'est là qu'on retrouve la réforme Attalègre évoquée au début. Elle concerne d'abord le premier cycle universitaire. Ce qu'entreprend cette réforme, c'est une gestion du nombre. Ceux qu'elle vise, ce sont les « nouveaux étudiants ». Pour ceux-là, un DEUG au rabais, une salle d'attente post-bac, ce qu'on a justement dénoncé avec l'expression de secondarisation de l'enseignement supérieur. Pour ceux-là, des enseignants vacataires, des personnels détachés du secondaire, un abandon total de la perspective de recherche, l'amélioration de la formation généraliste de la main-d'œuvre. Le plan national de réorganisation des universités, ce sont quelques pôles d'excellence par région et, pour accueillir la masse, le peuple, ceux que l'on veut cantonner aux DEUG: des petites universités satellites cantonnées au premier cycle universitaire. C'est le service public minimum sur tout le territoire. L'enseignement supérieur prétendument accessible à tous mais en réalité, l'enseignement supérieur pour les pauvres et avec des moyens en conséquence. Une fonction d'écrémage, de relégation.

Le socialisme réel fait donc face à la relative démocratisation de l'enseignement supérieur en transformant celuici. Il ne s'agit malheureusement pas de l'accès, pour les enfants d'ouvriers ou d'employés, à ce que Bourdieu avait appelé dans les années 60 l'université des héritiers. Les héritiers, c'étaient ces enfants de cadres, cadres supérieurs, professions intellectuelles supérieures qui venaient à l'université faire leurs « humanités ». Faire du latin, de la philo ou de l'histoire pour se cultiver, s'enrichir intellectuellement, apprendre à penser. C'était une conception de l'éducation non utilitaire, humaniste. Pour ces héritiers, il n'y avait aucun risque à faire des études « gratuitement », l'avenir était de toutes façons assuré puisque « le peuple » était déjà hors jeu.

Alors que les élites fuient cet enseignement supérieur de masse, les socialistes organisent sa transformation en une université de pauvres. Car les élites fuient ce système qui n'a pour eux pas d'avenir. L'enseignement supérieur, ce ne sont pas seulement les universités – et en leur sein, il faudrait distinguer les

surtout les étudiants venus des milieux les moins favorisés: 50 % des bacheliers technologiques, pour l'essentiel venus des milieux défavorisés, n'obtiennent aucun diplôme d'enseignement supénieurs.

facs de lettres et sciences humaines, pauvres parmi les pauvres, des facs de science ou de médecine – ce sont aussi les grandes écoles, les écoles d'ingénieurs.

La dépense moyenne par étudiant est, dans les classes préparatoires aux grandes écoles, de 75 500 F. Elle est de 89 200 F pour un élève ingénieur et de 35 500 F pour un étudiant des universités hors IUT. Il est inutile de faire de longs développements sur la valeur des diplômes obtenus dans ces différentes filières. On peut par contre se poser à nouveau la question: démocratisation?

Relevons d'abord que le recrutement dans ces institutions d'excellence est de plus en plus étroit: les écoles d'ingénieurs rassemblent, en 1997, 76 850 étudiants contre environ 5 000 en 1900. Elles ne représentent plus que 3,7% du total des étudiants de l'enseignement supérieur contre 14% il y a un siècle. Il n'y a, par exemple, guère plus de polytechniciens par promotion aujourd'hui (400 élèves) qu'il y en avait il y a cent ans (250 élèves), alors que si la proportion des polytechniciens dans la population étudiante était restée constante, il devrait y en avoir près de 50 000.

L'essentiel des élèves reçus aux grands concours comme ceux de l'École normale supérieure ou de l'École polytechnique viennent d'une dizaine de lycées de France. Depuis trente ans, cette sélection sociale s'est aggravée : la part des enfants d'ouvriers et d'employés parmi les élèves des grandes écoles a diminué beaucoup plus vite que celle de ces catégories socioprofessionnelles dans la population tout entière. Quand on sait qu'en 1961-1962, sur 100 polytechniciens, il y avait 1 % d'enfants d'agriculteurs, 8 % d'enfants d'employés, 2 % d'enfants d'ouvriers, 0 % d'enfants de personnels de service, (chiffres cités par Bourdieu dans Les héritiers), on se demande quels sont ces pourcentages aujourd'hui! Un journaliste du journal Le Monde écrivait ainsi récemment que « la situation est aujourd'hui telle qu'il devient pratiquement impossible à un enfant scolarisé en primaire dans une banlieue défavorisée d'accéder à une très grande école ».

On le savait par ailleurs, le fait est confirmé ici : avec le socialisme réel, les inégalités s'aggravent. Les formations supérieures pour lesquelles on dépense le plus d'argent, sont celles où les plus défavorisés n'ont pas accès. C'est la solidarité version social-démocratie. C'est la réalité du fondement idéologique de cette organisation sociale. La réforme Attalègre, contrairement à ce qu'elle prétend, n'a pas pour objectif de réduire ces inégalités mais de la gérer, d'éviter que l'université de masse n'explose comme explosent les collèges et les lycées sous la pression de ceux qui savent quelles sont leurs chances objectives de s'en sortir grâce à l'école.

François. – groupe Albert Camus (Toulouse)

	Bull	letin	d'abo	onne	ement		
Tarif		France (+ DOM-TOM)		Sous pli fermé (France)		Etranger	
1 mois	5 n°		35 F		70 F		60 F
3 mois	13 n°		95 F		170 F		140 F
6 mois	25 n°		170 F		310 F		250 F
1 an	45 n°	. 0	290 F		530 F		400 F
(lettres capital	es)						
Nom							
Nom Adresse							
Nom Adresse							
Nom Adresse  Code po	 ostal		Ville				
Nom Adresse  Code po Pays			Ville A parti	r du n°			

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Abonnement : nouveau tarif en janvier...

#### Souscription Monde libertaire

Novembre 1998: Malfant L.: 150 F; Touzard J., Mathieu: 100 F; Thouery J-M., Vitroc, Jule, Théry, Tielemans, Adam J-L., Bridonneau, Mulet, Le Plaideur R., Pépe, Lenoir H., Bourdilleau, Marin F., Lucasson, Pillin, Brabant, Tastet, Moal, Dauget, Wolf, Rastall, Larose, Hesto, Gadonna, Arnaud: 60 F; Dossin E.: 30 F.

Total = 1780 F.

## Non à la privatisation de l'enseignement supérieur

de lettres de Montpellier est en grève. Depuis une semaine, la fac de sciences organise des assemblées générales. Plusieurs autres sont également en grève un peu partout en France.

La raison de la colère des étudiants est le plan « Université 3° Millénaire » (U3M), inspiré du rapport Attali commandé l'an dernier par Allègre. Ce rapport constitue à l'heure actuelle la plus grosse attaque contre le service public d'éducation. Élaboré par Jacques Attali, des chefs d'entreprise et des universitaires, mis en place par Allègre via le plan U3M, il propose en effet une réorganisation des cursus (1er diplôme à bac + 3, 2e à bac + 5 et doctorat à bac + 8) qui devront donner aux étudiants une formation professionnalisante, un financement accru par des entreprises, des filières, laboratoires et centres de recherche, la constitution de pôles d'excellence (filières et secteurs de la recherche financés à

un très haut niveau par des entreprises et les collectivités locales, favorisant la sélection à l'entrée et entrant dans la logique de la régionalisation qui veut qu'à régions riches, facs riches et à régions pauvres, facs pauvres), la dévalorisation des DEUG et des DEA, l'augmentation des frais d'inscription à hauteur de ceux des grandes écoles et des autres universités européennes et la remise en cause de la validité permanente des diplômes.

#### La dictature du marché

L'intrusion des entreprises dans l'université représente un grave danger parce que les filières financées ainsi devront se plier aux exigences pédagogiques des entrepreneurs, qui pourront alors façonner librement de la main d'œuvre prête à l'emploi. Pour les autres, non rentables, les moyens financiers seront minimes, voire inexistants et à terme, on peut en prévoir la fermeture. Le prétexte de la professionnalisation bénéfique à l'insertion des étudiants dans

l'entreprise est fallacieux. En effet, les formations délivrées seront très spécialisées et ne déboucheront pas sur des milliers d'emplois. Une fois sortis de l'université et à condition qu'ils soient les meilleurs (les plus riches?), quelques étudiants trouveront peut-être du travail. Qu'adviendra-t-il alors des autres, avec un diplôme n'ayant de valeur que pour une seule entreprise? De plus, estce à l'entreprise de dicter la marche à suivre en matière de formation ou l'étudiant peut-il choisir d'étudier ce dont il a envie? La recherche fondamentale est également attaquée au profit de la recherche appliquée (quel patron financerait un projet non rentable?) ce qui pose plusieurs problèmes: cela donne à penser que la recherche fondamentale ne sert à rien et ne peut donner lieu à terme à des applications concrètes, ce qui est faux. D'autre part, et à titre d'interrogation, la COGEMA acceptera-t-elle de payer pour la recherche sur des énergies non polluantes ou entretiendra-t-elle son fonds de commerce, le nucléaire, aux dépens de toute considération environnementale? A vous de trouver la

Le deuxième point que soulève U3M est la mise en place officielle de la sélection à l'université. Elle sera d'abord financière via l'augmentation des frais d'inscription. Elle sera ensuite imposée aux étudiants sous forme de numerus clausus (limitation du nombre de places dans chaque filière), étant donné que les entreprises ne financeront qu'à hauteur de leur besoin en main d'œuvre. Pour ceux qui n'auront pas les moyens d'accéder aux pôles d'excellence, des universités de seconde zone seront là.

Le troisième point important est l'attaque qu'est le plan U3M contre le service public d'éducation. En effet, l'entrée de capitaux privés signifie à terme la privatisation de l'université. Ce processus s'inscrit dans la logique de réduction des dépenses publiques prévue par le traité de Maastricht-Amsterdam. C'est pour cela que les assemblées générales des étudiants souhaitent l'extension du mouvement aux autres secteurs du service public et ont affirmé leur soutien aux chemi-

nots et aux salariés de la Poste en

Alternative libertaire de décembre est disponible. Au sommaire: Les capitaux circulent, tous les humains pas!; Alternative: Première rencontre inter-collectifs ; Le à un juge d'instruction ; La poutre du voisin dans notre oeil; Le défunt travail et le travail des fins ; L'idéologie du travail ; Les minima sociaux, même en prison!; Un nouveau squatt à Liège - Collectif; Rencontre avec Régina Louf; Derrière la morale, le mensonge ; Les femmes sont aussi pires que les hommes; Le bulletin du Collectif contre les expulsions: Anarchisme et nonviolence... Alternative Libertaire est disponible par correspondance: au numéro 100 FB ou 20FF. Chèque à l'ordre de Roger Noël - BP 103 - 1050 Ixelles 1 -Belgique.

grève. Conscients également de la généralisation du travail précaire, dans le public et dans le privé, les étudiants soutiennent et participent aux mobilisations organisées par les chômeurs et les surveillants sur Montpellier.

#### Quels services publics?

La coordination nationale réunie il y a deux semaines a mis en avant dans son appel à mobilisation les mots d'ordre suivants: contre la politique libérale et pour un vrai service public de qualité; pour la révision de la réforme Bayrou; contre les directives ministérielles et administratives initiées par le rapport Attali; non au plan U3M; pour un réengagement financier total de l'État dans le financement du service public; pour l'égalité de droit et d'accès de tous les étudiants à l'enseignement supérieur. Une fois de plus, on voit la question du service public se poser. Il semble illusoire cependant que l'État, pris par des impératifs économiques et signataire d'engagements européens, s'engage vers un réinvestissement financier dans le service public. En tant qu'anarchistes, nous devons donc faire évoluer cette notion. Ainsi, ce sont aux usagers et aux salariés de définir les besoins fondamentaux devant relever de la « fonction publique » et non à l'État qui privilégie la défense des intérêts

économiques de la classe sociale qui le compose et/ou qu'il sert. Alors pourrait-on tenir compte non seulement de domaines « traditionnels » – transports, énergie, télécommunications, éducation, santé – mais aussi d'autres besoins également indispensables comme le logement et l'alimentation dont la soumission au marché engendre injustice et misère. C'est pourquoi nous devons revendiquer un service public impliquant qualité et gratuité, réellement porteur d'égalité sociale.

La question que pose cette réforme et la mobilisation étudiante qu'elle entraîne est celle, globale, du choix de société que nous devons faire. En effet, l'éducation en est un maillon fondamental. Ici, rentabilité, compétitivité, flexibilité (avec la remise en cause de la validité permanente des diplômes et la mobilité géographique exigée des étudiants et des enseignants) qui sont la règle aujourd'hui, entrent insidieusement dans l'enseignement supérieur et laissent mal augurer du paysage sociétaire que nous imposent nos dirigeants. À nous d'apporter maintenant une réflexion sur la société et l'éducation que nous voulons, qui favorisera l'esprit critique et donnera à chaque individu les moyens de son émancipation.

> Stéphanie. – Groupe « Un Autre Futur » de la FA (Montpellier)





- Un nouveau groupe de la F.A. est en cours de création en Alsace. Adresse provisoire : CRES (Alsace) B.P. 113, 54510 Tomblaine.
- Vous pouvez retrouver les groupes lyonnais de la F.A. tous les mercredis de 21 h à 22 heures sur Radio Canut (102.2) dans leur émission « Idées noires ».
- Le numéro 12 de La Faille est sorti. Au sommaire: Lycéens, sans-papiers, Le Poulpe le film; le PACS, etc. Abonnement 36 F les 6 numéros (chèques à l'ordre de LAP). c/o La Faille, B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 02.
- Une liaison F.A. « Monts d'Arrée » se constitue dans le Finistère. Liaison Monts d'Arrée: c/o CEL, B.P. 728 Brest Pilier Rouge, 29277 Brest cedex.

## Retrouvez la Fédération anarchiste sur le web Radio libertaire, le Monde libertaire... http://federation-anarchiste.org/

#### Faits d'hiver

#### Braves gens

Il y a quelques jours, à Montpellier, la société de transports de fonds Ardial a éparpillé sur la chaussée deux millions de francs.

Un fourgon mal entretenu (ça coûte), des portes arrières qui ferment mal, des cow-boys payés avec un lance-pierres (ça coûte) qui se contentent de faire leur boulot de convoyeurs et qui renâclent à jouer les ouvriers d'entretien, un virage un peu sec,... et zou, la rue s'est retrouvée pleine de biftons de 500 balles.

Est-il besoin de le préciser, ce fut la ruée!

Qu'une alternative pareille m'échoit ou vous échoit, la société Ardial pourrait faire son deuil de ses deux cent plaques.

Hélas, trois fois hélas, c'est sur monsieur et madame tout l'monde que cette pluie d'argent s'est abattue et, ça ne s'invente pas, les trois quarts du magot ont été rapportés le lendemain au commissariat.

Braves gens!

Un vieux monsieur de 83 ans, veuf et sans enfants, souffrant de solitude et, suite à petite annonce, ayant rencontré une jeunette de 63 ans, a cassé sa tirelire pour s'attacher l'amitié, l'amour et les caresses de la jeunette.

Qu'une alternative pareille m'échoit ou vous échoit et c'est sans hésitation aucune que nous casserions les tirelires que nous n'avons pas sur l'autel d'un peu de chaleur humaine.

Hélas trois fois hélas, les neveux et nièces du vieux monsieur qui le laissaient jusqu'alors crever de solitude, n'ont rien trouvé de mieux, suite à « dénonciations » (de quoi?) des voisins, de porter plainte pour « abus de faiblesse sur personne vulnérable en raison de son âge et de sa santé » et la jeunette s'est retrouvée en prison et le vieux monsieur à la maison de retraite.

Braves gens

Tristes cons, oui, qui ne cesseront jamais de faire preuve d'honnêteté avec les voleurs, d'âpreté au gain avec la peau des autres et de lâchetés de tous ordres dès lors qu'il s'agit de faire preuve d'un peu de solidarité, de conscience de classe, de révoltes, d'amitiés, d'amour...!

Jean-Marc Raynaud

## Démographie et extrême droite: les liaisons dangereuses

E DERNIER LIVRE D'HERVÉ Le Bras, « Le démon des origines » affirme sans ambiguïté que la démographie est en passe de devenir en France un moven d'expression du racisme. L'auteur, encore trop peu connu du public militant, n'en est pas à son coup d'essai. Cela fait environ dix ans que ce démographe de très haut niveau (I) s'interroge sur les implications idéologiques de sa discipline (2). Une telle démarche, bien trop rare, mérite notre attention, d'autant qu'elle lui-a permis de mettre en lumière les liens complexes mais indiscutables que tissent la science de la population et les extrémistes de droite. Ceux-ci, dont le fonds de commerce consiste à exploiter des pulsions xénophobes et dominatrices,

très sérieux rapport statistique de l'Institut Français de Relations Internationales, qui sert de source aux journalistes, profs, et même chercheurs, titrait il y a peu un de ses chapitre « Des migrations inévitables ». Le raisonnement est simple et même simpliste. Pour l'I.F.R.I., les Maghrébins, population jeune et plutôt pauvre, seront bientôt plus nombreux que les Européens. Ils devraient donc, par un système qui n'est pas expliqué mais qui ressemble à s'y méprendre aux vases communiquants, se déverser sur l'Europe riche et vieillissante. Cela donne en langage scientifique « Par les vides qu'elle crée et l'affaiblissement qu'elle entraîne, l'aggravation récente de la sous fécondité européenne tend à accréditer l'hypoexplique que la régularisation de tous les sans-papiers créerait un « appel d'air » en sont la preuve insupportable. Ils ne font que confirmer ceux de Mitterrand « Le seuil de tolérance est atteint » ou de Rocard « La France ne peut accueillir toute la misère du monde ».

Dans ce type de raisonnement, dominant en France depuis une cinquantaine d'années, l'immigration est étroitement liée à la natalité. Le rapport de l'I.F.R.I. bétonne sur ce point « Les courants migratoires futurs à destination de l'Europe seront d'autant plus massifs que la natalité actuelle ou prochaine sera plus basse ». La touche finale à l'idée de cette perte de substance par la France est apportée par des politiques comme le regrettable Giscard d'Estaing qui proclamait déjà en 1985 « Le problème central de l'immigration est la question de l'identité française. On sait maintenant que cette identité est menacée ». On peut traduire tout cela en une ligne, car si les phrases sont longues les idées sont courtes: faites des enfants et vous ne serez plus envahis par les bougnouls. Décidément la démographie française, c'est du pain béni pour les fachos.

#### L'angoisse démographique

Faites des enfants! L'obsession nataliste est au cœur de la politique française depuis les années 1930 et particulièrement depuis la libération. Elle a été relayée avec conviction par les démographes et les enseignants et dominée par la forte personnalité d'Alfred Sauvy, démographe « officiel » pendant une quarantaine d'années, créateur de l'I.N.E.D. et auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation. Sauvy a toujours été obsédé par la baisse de la natalité et le déclin démographique de la France. En 1800, avec 30 millions d'habitants, la France est le pays le plus peuplé d'Europe. De nos jours elle n'est plus qu'une moyenne puissance démographique. De ce phénomène, somme toute anodin, les démographes officiels, relayés par les pouvoirs politiques et dans une large mesure par l'opinion publique, ont fait une question centrale. Il s'est agit d'abord de créer l'inquiétude en utilisant les indices conjoncturels de fécondité. On peut faire dire à ce type de chiffres ce que l'on veut mais l'idée qui passe est simple: le remplacement des générations n'est pas assuré. Or ce n'est pas prouvé du tout, il faut attendre la descendance finale pour le savoir. Les profs d'histoire-géographie, à coup d'indicateurs mal maîtrisés, se sont fait les petits soldats disciplinés et passablement incompétents de ce combat idéologique. Pour être certain que le message passe, il est prudent de rajouter une couche de doute: « dans ces conditions les retraites ne pourront pas être assurées ». Face cette peur entretenue, l'État intervient par le biais d'une politique familiale omniprésente et nataliste qui favorise les familles nombreuses. Mais il ne faut pas être dupe d'une telle générosité et on pourrait peut être s'interroger avec Hervé Le Bras sur les motivations de nos gouvernants: « Un pouvoir qui considère souvent ses citoyens en sujets irresponsables ne peut pas leurs accorder une grande confiance pour leur reproduction. En intervenant il rappelle qu'en lui réside la véritable source de l'autorité et de la compétence qui permet d'anticiper les risques du vieillissement ou de l'invasion. Il est le père authentique de chaque enfant français, comme Dieu de Jésus; les pères de famille ne sont que des Joseph ». À méditer!

Résultats: une peur démographique unique en Europe, une politique familiale unique au monde par son accent nataliste et des institutions démographiques elles aussi uniques.

#### **Institutions**

La France est la championne toute catégories des institutions natalistes, au point qu'elles se sont fondues dans le paysage politico-médiatique. Les « associations familiales » ne représentent pas grand monde mais sont omniprésentes dans les médias et tiennent lieu d'interlocuteur des pouvoirs. Jamais un journaliste ne leur demande d'où vient leur légitimité et qui les mandate. Elles sont fédérées en une union (U.N.A.F.) qui est dotée de subventions généreuses prises sur les allocations familiales. Ces pseudo-représentant des familles font partie de l'appareil d'État et jouent à merveille la partition qui est la leur depuis le début : faites des enfants dans le cadre des couples mariés. L'I.N.E.D. provient du même tonneau. La démographie, trop sensible politiquement pour être laissée

à des écervelés, est regroupée au sein d'un institut spécialisé, séparé du reste de la recherche scientifique. La recherche offre en contrepartie de généreuses subventions, une caution scientifique à la doctrine nataliste.

Il y a fort à parier que si le Front National prenait le pouvoir, il ne verrait rien à redire à un tel système. D'ailleurs l'I.N.E.D. relaie ses thèses avec beaucoup de docilité. Les enquêtes récentes distinguent ainsi les Français « de souche » des « allogènes », regroupés par origines ethniques. Mégret lui même n'aurait rien à redire à cela.

Les passerelles entre l'extrême droite et les démographes ne datent pas d'hier. Si aujourd'hui Hervé Le Bras dénonce ces liens, il y a dix ans qu'il montre comment ils se sont tissés, par le biais notamment de la « nouvelle droite » et du « Club de l'horloge ». Ces démographes qui ont rendu pensables les thèmes de l'extrême droite auront largement participé au rapprochement actuel entre droite et extrême droite. La véritable banalisation de l'extrême droite dépasse le simple fait de s'habituer à voir la tronche de Le Pen à la télé. C'est sur des terrains d'apparence aussi neutre que la démographie que les idées fascistes pénètrent en profondeur la société.

#### Franck Gombaud

(1) Par exemple « La planète au village », DATAR/éditions de l'aube, 1993. À conseiller à tous les étudiants qui planchent sur la géographie de la population.

(2) Lire particulièrement l'excellent « Marianne et les lapins, l'obsession démographique », Hachette collection pluriel, 1991.

(3) Marianne et les lapins, p 225.



cherche à justifier l'arbitraire et l'injustice de leurs thèses racistes par des arguments scientifiques. Le Front national dispose ainsi d'un comité scientifique qui produit études et statistiques destinées à donner l'apparence de la rigueur aux élucubrations de Le Pen et de ses sbires.

L'Institut national des études démographiques (I.N.E.D.), objet des attaques d'Hervé Le Bras, n'est bien sûr pas lié directement au F.N., mais « a force de partager des idées communes, on finit par se rencontrer et par sympathiser » (3). En effet, plus que des liens directs, il faut se méfier des obsessions démographiques qui, sous couvert de science, fabriquent le terreau des idéologies d'extrême droite. Le champ d'action de ces dernières dépasse aujourd'hui largement le Front national et concerne l'ensemble des partis de pouvoir.

#### La crainte de l'invasion

La première de ces idées communes, c'est la crainte de l'invasion du territoire français par les pauvres venus des pays les plus pauvres. Le thèse de fortes migrations. » Il a échappé aux puissants penseurs de l'I.F.R.I. que pourtant très nombreux, les Chinois n'ont pas envahi le Japon, et que les migrations n'obéissent jamais à des logiques purement mécaniques. Malgré cela, l'idée de ces masses groupées sur les rivages Sud de la Méditerranée a de quoi faire frissonner les bons Français dans leurs HLM au coin de la télé (version moderne de la chaumière au coin du feu).

Le problème c'est que ce type de raisonnement est repris sans aucune critique par les journalistes et les politiques et devient une vérité d'évidence que personne ou presque n'ose contester. Les actuels problèmes de régularisation des sans papiers sont liés directement à ce type de fantasmes. Peut-être faut-il rappeler que l'immigration de travail à été stoppée par la loi en 1974 et que le nombre d'étrangers à diminué depuis cette date. En proportion, il n'y a pas plus d'étrangers en 1999 qu'il n'y en avait en 1931. Nous n'avons pas été envahi par les étrangers mais par les idées de l'extrême droite. Les propos de Jospin qui

VAL DE MARNE

#### Avec les sans-papiers

Depuis plus d'un an maintenant, nous, militants anarchistes d'Ivry (Val de Marne) sommes engagés aux côtés des sans-papiers de notre ville, tant par notre collaboration à un collectif local animé notamment par des communistes sincères, que par notre soutien à l'organisation d'un Comité autonome dans le foyer de travailleurs immigrés.

Des compagnons ont constitué une part importante de la base du mouvement des sans-papiers dans le département, et le fer de lance de l'occupation de la cathédrale de Créteil, de mars à octobre 1998.

On retrouve quelques uns d'entre eux au nombre des grévistes de la faim dits « de Limeil-Brévannes » parce que, chassés par le clergé de la cathédrale de Créteil, on leur fit un refuge de cette mairie socialiste.

Malgré cette lutte acharnée, le bilan est bien mince au regard des efforts consentis: la régularisation précaire de certains occupants de la cathédrale, une demi-mesure pour les grévistes de la faim, et peut-être 20 à 25 % de nos compagnons régularisés dans la procédure « normale », un tout petit peu plus que la moyenne des célibataires.

Pour autant, nous avons su créer dans la lutte une réelle solidarité. Quelques quinzaines d'hommes ont pris conscience, au-delà de leur intérêt individuel, de leur condition d'exploité, des désagréments qu'elle leur attire et qui ne sont le résultat ni de leur maladresse ni de la volonté d'un dieu, mais aussi de la force qui peut naître de leur unité et de leur détermination. Ainsi, plusieurs compagnons ont pu être tirés des griffes de la police plurielle, chose simplement impensable quelques mois auparavant..

Après ces mois de lutte, beaucoup de compagnons sont fatigués, démoralisés par la « fermeté » du citoyen Chevènement et du démocrate Jospin, habiles propagateurs de l'infamie capitaliste dans la paix sociale.

Des hommes ont cru à l'amélioration possible de leur sort. Ces hommes ont goûté à l'action directe collective. Soutenons-les, aidons-les de toutes nos forces à s'organiser, apprenons à leurs côtés à combattre. Ne ménageons pas nos efforts, c'est à ce prix que nous vertons peut-être naître un mouvement puissant, autonome, égalitaire et libérateur.

groupe libertaire d'Ivry

## Guyane: la politique raciste de l'État français

AR DÉCISION PRISE À l'unanimité (du jamais vu en Guyane!) le Conseil régional, le 28 octobre, puis le Conseil génral le lendemain, avec des propos encore plus fermes, ont condamné la politique de « ce chantage à l'équipement public » de la mission de la D.I.R.E.N. (Direction régionale de l'environnement) pour la création du Parc national en Guyane. Cette dernière précipite la construction de multiples travaux d'infrastructures dans les communes censées être concernées par le tracé du futur parc pour tenter d'imposer l'acceptation du projet aux conseillers municipaux des communes de Régina, Saül, Camopi, Maripa-Soula et Papai-Chton. Dans sa hâte d'imposer le parc, les travaux (financés par le ministère de l'environnement) sont réalisés sans la moindre étude d'impact préalable ni la moindre collaboration avec la D.R.A.C. pour protéger l'esthétique traditionnelle des villages. Tout cela pendant que le débat fait rage entre les scientifiques qui veulent ce parc dans la moitié nord de la Guyane alors que

la D.I.R.E.N. refuse d'y financer l'étude du potentiel écologique pour que n'apparaisse pas l'évidence : il y est plus fort que dans le sud. Les partisans du « développement », eux, le veulent le plus loin possible au sud (tant pis pour les Indiens!) afin de laisser tout le reste libre d'accès aux industriels miniers et forestiers.

La « Mission parc » impose ses travaux comme si le Parc était déjà décidé dans le sud. Le plus grave, ce sont ceux qui ont lieu chez les Indiens Camopi depuis le début 1995. Ensuite, des travaux ont eu lieu aussi chez les Indiens Wayana du Haut-Maroni, jusqu'au dernier village en amont, au prétexte que l'eau n'y serait pas potable, ce qui est absurde. La D.I.R.E.N. prétend depuis un an inaugurer une politique de concertation avec les Indiens (aveu que cela n'était pas le cas depuis les débuts de la « Mission parc » en 1993). Malgré cela, aujourd'hui encore, elle refuse de traduire ses textes dans les langues indigènes et d'utiliser les services des interprètes-ethnologues: très peu d'Indiens comprennent ce qui se trame actuellement. Et lorsqu'une enquête publique concernant des travaux d'adduction d'eau a lieu à Camopi du 24 avril au 25 mai 1998, on n'en « prévient » les Indiens que par un entrefilet discret dans le journal local du 13 juin 1998! Drôle de concertation!

Quels que soient ces travaux, ils vont tous dans le même sens: ils poussent les Indiens à se sédentariser et à s'agglutiner dans seulement un ou deux villages, là ou avant il y en avait une dizaine, pour mieux utiliser de façon rationnelle les ressources de la forêt tropicale. Plus les villages grossissent, plus la chasse devient difficile et plus les problèmes sanitaires s'accumulent. La solution n'est pas de ligoter les Indiens par tout un réseau de tuyauteries au nom de « l'eau aux normes », mais au contraire de leur redonner la liberté de se disperser dans la forêt en petits villages déménageables tous les dix ou quinze ans. De plus, dans sa hâte pour réaliser les travaux de « modernisation », la « Mission parc » a fait venir des ouvriers de Cayenne. Et comme c'était à redouter, ceux-ci ont transmis des maladies face auxquelles les Indiens n'ont aucune immunité. Le Dr Bruno Vion, en poste à Camopi s'est alarmé en mai 1998 de la multiplication des maladies pulmonaires.

#### Une politique criminelle

Même les élus locaux, qui d'habitude se soucient peu des Indiens, commencent à voir clair dans le jeu perfide de la « Mission parc »: prendre tout le monde de vitesse en finançant déjà de nombreux travaux pour s'imposer alors que le Parc n'existe pas encore. Pour tra-

vailler sans témoins gênants, la ministre Voynet a refusé de financer l'étude d'impact socio-ethnologique que devait diriger l'ethnologue Eric Navet en 1997 sur les conséquences de la création d'un parc sur le mode de vie des Indiens. Et la « Mission parc » a chassé tous les ethnologues de Guyane décidant qu'il n'y avait pas d'Indiens en Guyane, mais simplement des « résidents comme dans le Parc des Cévennes », arguant du fait que la Constitution française ne reconnaît pas l'existence de peuples distincts dans un département. De ce fait, il n'y aurait aucune précaution particulière à prendre. Rappelons que le 11 juin 1998, à la quatrième Conférence internationale sur la diversité biologique (Bratislava), la délégation française a insisté sur le fait que « le concept de communautés autochtones et locales est étranger au droit français ». Cependant, au lieu de changer le droit comme cela s'est fait pour les Canaques ou les Polynésiens, grâce à des révisions constitutionnelles, c'est l'inverse qui a été décidé: changer les Indiens, faire comme s'ils n'existaient pas, les franciser au pas de course en les

> regroupant dans des « villages modernes » et en les inondant d'allocations familiales et de R.M.I. Ils prennent alors l'habitude de vivre dans la dépendance, perdant la liberté de tirer leurs ressources de la forêt, deviennent des mendiants plongés dans le désarroi et conduits à la multiplication des suicides. Les marchands d'alcool brésiliens, eux, en profitent en s'installant en face de Camopi.

> Le 24 novembre 1997 à Cayenne lors d'un débat avec les lycéens, Jacques Chirac lui-même révéla que sur les 700 000 francs de subsides sociaux distribués chaque mois aux Indiens de la commune de Camopi, ces Brésiliens en récupèrent 500 000! En tant que chef de l'État, ne sait-il pas que selon la loi de 1988, la distribution du R.M.I. aux personnes possédant des avantages en nature est illégale? Les Indiens possèdent tous les avantages en nature procurés pas leur mode de vie traditionnel.

> Oublier cela, c'est les faire entrer abusivement dans la catégorie des « misérables » ou des « exclus » en donnant une vision étroitement occidentale au mot « bien-être », un concept ethnocidaire comme le souligne Serge Latouche, pour servir d'alibi aux réflexes interventionnistes intempestifs des « civilisés » chez les « sauvages » : « si la misère n'existait pas, il faudrait l'inventer » écrivait cet économiste dans son livre « Il était une fois le développement » (Ed. d'En-bas, 1996).

> En métropole, savez-vous que vos impôts sont utilisés illégalement pour occidentaliser les derniers Indiens libres en les faisant passer pour des pauvres? Cliché du racisme ordinaire que de considérer l'autre comme inférieur.

Thierry Sallantin, ethnologue



#### Marchands de fumée

sur les changements climatiques qui s'est tenue à Buenos-Aires à partir du lundi 2 novembre a une fois de plus démontible avec la défense de l'environnement. Mais le plus impressionnant a été l'hypocrisie des délégués des pays industrialisés accusant d'abord, les pays en voie de développement d'être responsables de l'émission de gaz « à effet de serre » qui provoquent le réchauffement de la planète. Ensuite, ils se sont livrés à un marchandage: quota de pollution contre aides au développement de ces pays.

La première conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio de Janeiro en 1992 avait souligné que pour réaliser un développement durable, la protection de l'environnement devait être partie intégrante du programme de développement et ne pouvait être

A IVE CONFÉRENCE MONDIALE traitée à part. En outre, le droit au développement devait être réalisé de façon à satisfaire en toute équité les besoins des générations actuelles et futures, besoins relatifs autant au tré à quel point le développement développement qu'à l'environnement. économique capitaliste est incompa- Six années à peine se sont déroulées et deux autres conférences que le réchauffement global appelé effet de serre se sont tenues à Berlin et à

> Le bilan est que non seulement les émissions de gaz polluants n'ont pas été inférieures au seuil fixé de 5 % mais certains pays (entête desquels les États-Unis) ont augmenté unilatéralement leur quota de pollution de 15% remettant en cause les critères précédemment fixés pour diminuer leur pollution atmosphérique. Si l'on pose le problème ainsi, il semblerait que l'incapacité d'adapter le développement aux exigences de l'environnement, soit due à l'égoïsme et à la malveillance des pays riches qui se refusent à appliquer les accords souscrits - mais non ratifiés - en

décembre dernier au Japon tant que les « pays en voie de développement » ne se décident pas à réduire leurs émissions de gaz polluants, provoquées par une croissance industrielle à haute incidence environnementale (particulièrement sidérurgie et pétrochimie). Ces milieu des années 70 justement dans ces pays, en raison de l'éco dumping (une des rares tutelles juridiques de l'environnement) par des sociétés multinationales comme Union carbide (États-Unis) qui, sinon, n'auraient plus pu produire des substances nocives à cause d'une législation sévère et attentive à la protection du milieu dans les pays riches (do you remenber Bophal?).

#### Une logique mondiale

En réalité, la globalisation de l'économie - établie depuis 1944 avec les accords de Bretton Woods par le biais de la croissance économique accélérée par le libre échange des investissements financiers - a conduit les États du Sud à ouvrir leurs frontières et à faire passer leur économie d'une production diversifiée tendant à l'autosuffisance locale à une production destinée à l'exportation sur le marché global. Ce qui matières premières et de ressources non-renouvelables (comme le pétrole), ils sont devenus surtout fournisseurs de milieux pour les productions hautement polluantes, et pour les produits toxiques interdits, finissant par procurer aux patrons de la planète, les réserves d'eau, de terre, forêt, air, considérées par tous comme des ressources « renouve-

Le fait que cette situation puisse, à présent, être placée sous l'étroite surveillance d'une conférence mondiale de l'O.N.U., n'apparaît pas seulement comme une hypocrisie mais se présente même comme une mauvaise plaisanterie.

qui se sont déroulés à Buenos-Aires ressemblent à un marché où on cherche à « vendre de la fumée », mais parce que, face à un marché économique qui a dépassé les frontières des États, le rayon d'action des autorités gouvernementales est tout a fait inadapte pour controler (et éventuellement sanctionner) le pouvoir réel des multinationales. Par conséquent, la fonction effective de gestion et de défense des territoires est passée des mains des États (même s'ils sont unis dans un congrès international) dans celles des multinationales qui, par leur nature même, servent seulement les intérêts à court terme de leurs actionnaires les plus puissants. Peut-être que l'indice Dow Jones de la Bourse de New York est sensible à l'effet de serre... Au point de désinvestir la production industrielle chinoise, brésilienne ou sud-coréenne? Et le profit?

Non seulement parce que les travaux

Jules Elysard. - Umanità Nova (15 novembre 1998) SUISSE

#### Espace noir: le Centre culturel libertaire de Saint-Imier

Nous sommes allés visiter cet Espace Noir dont nous avons eu écho suite à la campagne de soutien mise en place afin de faire vivre le projet. Effectivement, il s'agit de donner les moyens de continuer cette œuvre qui regroupe dans un local, acheté mais encore à payer, un bar, une librairle, un théâtre/salle de concert et un petit cinéma. C'est un élément important que ce « Centre culturel libertaire » dans une région qui se meurt à cause du chômage, où cet espace reste, notamment, le seul cinéma.

La librairie propose toutes sortes de livres, pas uniquement politiques, mais qui forment ce que l'on peut appeler une culture libertaire. Il y a aussi des appartements dont l'un est loué à un jardin d'enfants. Le local héberge aussi d'autres organisations de façon plus ou moins épisodique, telle l'association de défense des chômeurs. Nous avons voulu en savoir

#### L'Espace Noir, comment ça mar-

L'Espace noir n'est quasiment pas subventionné, mis à part 10 000 francs suisse que la commune verse pour le cinéma. C'est un espace autogéré qui essaie, tant bien que mal, de s'autofinancer. Malgré tout, nous avons besoin d'un soutien qui a, jusqu'a présent, bien fonctionné. Nous avons eu, à peu près, 20 000 francs suisses. La gestion se fait à travers deux coopératives: Espace Noir et Imagine, qui est gérante du lieu. Cela évite les risques d'expulsion car nous avons pu être propriétaires en faisant des hypothèques à la Banque alternative, banque qui aide tout le milieu associatif, écolo, alternatif.

#### Quelles organisations aujourd'hui en Suisse?

Depuis peu, nous organisons un forum anarchiste, trois ou quatre fois par an, qui regroupe toutes les tendances de l'anarchisme sur un programme minimum. Il en sort un bulletin où les textes sont rédigés chacun dans sa langue. Quelques actions sont menées ensemble, comme la manifestation pour les Droits de la personne.

L'Organisation socialiste libertaire (OSL) est l'organisation la plus structurée et la plus étendue. Elle est vue en France comme proche d'Alternative libertaire, mais cette vue est faussée par le poids de la section de Lausanne. Il existe, par ailleurs de nombreux groupes et espacés autonomes, notamment en Suisse allemande. La Fédération libertaire des montagnes (FLM) est fédérée à l'OSL tout en conservant sa spécificité et son autonomie. Elle regroupe divers individus, notamment à La Chaux de Fond, qui agissent chacun dans leur milieu. C'est surtout un lien, même si des actions collectives sont mises en place: contre les prisons et sur l'antimilita-

#### Nous sommes dans une région fondatrice de l'anarchisme organic

Nous voulons que les gens, pas forcément anarchistes, participent à cette expérience sur des bases autogestionnaires. L'avantage d'être dans une petite ville (5 000 habitants), c'est que nous sommes incontournables. Par contre, nous sommes soumis aux ragots et au boycott. Nos actions ne sont pas toujours appréciées, notamment lors de notre soutien aux chômeurs. Nous faisons partie de la vie sociale à travers ce que nous proposons. Nous bénéficions d'une certaine reconnaissance qui se traduit dans le soutien que nous avons reçu et qui est dû aussi à la tradition libertaire de la région avec la Fédération jurassienne, Bakounine, Kropotkine et tous les anti-autoritaires. Il en reste des habitudes antimilitaristes et anti-autoritaires. Nous sommes sollicités par certains jeunes mais il faudrait prendre le temps de les organiser.

En ce qui concerne la situation sociale de la région, nous devons faire face à une baisse de la population et à une hausse du chômage même si celui-ci est plus faible qu'en France. On peut dire qu'avant 1975, il n'y avait pas de chômage. Par contre, la combativité des syndicats est limitée du fait de la signature d'une « paix du travail ». L'accord s'est fait sur le refus du droit de grève en échange de conventions collectives. Il n'y a donc pas de droit de grève, même si celle-ci n'est pas interdite. Cette situation a tout de même conduit à briser les mouvements sociaux. Malgré tout, on assiste à une remise en cause interne des syndicats.

#### Quelles luttes aujourd'hui?

Les thèmes de lutte actuels sont la lutte des chômeurs, contre le démantèlement social et le soutien aux réfugiés. On assiste à une montée du racisme, même s'il n'y a pas de leader comme en France. L'U.D.C. est de plus en plus extrémiste avec Blocher qui est un multimilliardaire et qui fait campagne contre les réfugiés. L'histoire de l'immigration en Suisse est un peu particulière. Comme partout, il y a

eu plusieurs vagues européennes, puis extra-européennes. Mais la Suisse a exporté son chômage. Elle a créé, par exemple, le statut de saisonnier. Les travailleurs ne peuvent pas rester plus de neuf mois par an et doivent venir sans leur famille. Actuellement, ce statut est contesté.

Il y a aussi les luttes des femmes autour de la violence contre les femmes, les inégalités face à l'emploi avec, par exemple, des journées de grève des femmes, et des luttes pour une véritable égalité. En Suisse, les femmes n'ont le droit de vote que depuis les années 70. Les féministes sont très combatives, surtout en Suisse allemande.

L'organisation politique de la Suisse n'a pas trop d'interférences sur le discours et les pratiques anarchistes. Nous sommes contre les élections mais nous ne sommes pas tous contre les référendums et les initiatives, même s'il faut éviter le piège de croire que l'on pourra, par ce moyen, arriver à la révolution sociale. Si une campagne obtient

100 000 signatures, il y a proposition d'article pour changer la Constitution. Dernièrement, la proposition de supprimer l'armée a obtenu 35% des voix. Cela les a considérablement déstabilisés. Par contre, cela ne doit pas nous faire oublier les pratiques d'action directe car on y prend la force des mouvements sociaux.

#### Quelle utilité pour ce lieu dans ce

Outre nos activités culturelles, nous menons des actions spécifiquement anarchistes et participons aux luttes sociales. Notre mode d'organisation – l'autogestion – est important en ce qu'il nous apprend à prendre nos responsabilités. C'est un enseignement où nous devons apprendre à ne pas prendre le pouvoir ni à le laisser prendre.

L'Espace Noir doit vivre car il serait stupide de nous défaire d'un tel lieu que nous aurons du mal à recréer si le besoin s'en faisait sentir.

propos recueillis par le groupe Proudhon

#### **BRÉSIL**

#### Des paysans sans terre affamés saisissent de la nourriture

15 tonnes de haricots ont été saisis fin septembre dans le Nordeste brésilien, où des paysans affamés occupent des terres. Plus de 200 paysans sans terre ont stoppé un camion transportant 250 sacs de haricots et ont ramené le chargement à leur campement.

Jaimé Amorin, responsable régional du Mouvement des paysans sans Terre (MST), a déclaré au Folha De Sao Paulo: « les travailleurs sont affamés dans les campements. Nous perdons le contrôle de la situation. Ils cherchent à se nourrir eux-mêmes. »

Amorin soulignait aussi que les conflits autour de la terre s'intensifient dans le Pernambuco. Les propriétaires terriens s'arment et des paysans se préparent aux troubles à venir. « En vu d'éviter un massacre, ils se défendront par eux-mêmes. Les gens ne peuvent pas vivre s'ils sont toujours la proie au massacre des propriétaires terriens. Que peuvent-ils faire? S'ils n'ont pas de terre ils meurent de faim, s'ils essaient de prendre de la terre, ils meurent des mains des propriétaires terriens. Ils veulent au moins mourir en luttant. »

#### **GRANDE-BRETAGNE**

#### Une nouvelle forme de flexibilité, le travail gratuit

Rover, propriété de BMW, a annoncé que 4 500 ingénieurs des usines Land Rover de Longbridge, Gaydon, Oxford, Sollhull devront travailler deux heures supplémentaires sans être payés. Cette déclaration suit celle de 1500 licenciements rendue publique en Juillet. Nick Stephenson, directeur du service ingenierie, se justifie ainsi: « La solidité de la Livre Sterling nous pénalise en terme de profitabilité et vous savez que nous cherchons à faire des économies. Les temps sont durs. »

Mais si les ventes de Rover sont en baisse, les marges bénéficiaires sont en hausse du fait de l'augmentation des ventes des Land Rover qui assurent de bonnes marges. Virer 1500 travailleurs puis demander à ceux qui restent de faire des heures supplémentaires gratuites pour palier le manque de main-d'œuvre, dans la course aux profits, cela s'appelle de la haute stratégie.

#### ÉQUATEUR

#### 4 morts lors d'une grève générale

Quatre travailleurs ont été tués en Équateur le premier octobre pendant des affrontements lors d'une journée de grèves et de manifestations contre une série de mesures économiques décidées par le gouvernement. 90 personnes ont été arrêtées. Les grévistes protestaient contre un programme gouvernemental d'austérité, qui doit mettre fin aux prix subventionnés sur le carburant et l'électricité, et à une dévaluation de 15% de la monnaie. Selon les syndicats, ces mesures ne seront bénéfiques qu'aux banques et aux multinationales tout en provoquant un accroissement des inégalités. Mais n'est-ce pas là une excellente définition de toute bonne mesure gouvernementale?

source: Industrial Worker Secrétariat aux relations internationales

#### dans la toile

Connaissez-vous Marcel Teigneux (http://altern.org/ratus/index.htm)? Si oui, passez au paragraphe suivant, sinon, allez vous régaler de son menu, sans sauter une étape du repas. C'est beau, c'est intelligent et en plus j'aime ça. Que dire de plus, sinon que ce serait anar que ça ne m'étonnerait pas. La grande grève des internautes et autres flippés du keyboard va-t-elle faire mettre genoux à terre à la très puissante France-Télécom? Rien n'est dit puisque la grève n'aura lieu que le 13 décembre. En attendant, pour la préparer, allez jeter voir les sites de l'IMC (http://www.multimania.com/greve/), de l'ADIM (http://www.citeweb.net/ADIM/) qui se prend déjà pour un partenaire social comme quoi personne n'est à l'abri d'un poussée de croissance encéphalite -, de Netexit. (http://www.netexit.com/ft/ft.html), de France Téléphone (http://www.franchement.com/francetel.htm), qu'il ne faut pas confondre avec l'autre (vous savez, celui qui nous pousse à l'amour de la dernière année du siècle) et de France télépommes (http://altern.org/greveft/). Puisqu'on parle de communication, il y a une belle revue de presse sur le sujet qui, quoique rébarbative - peut aider à la rédaction d'articles sur le sujet (http://www2.tvt.fr/rvp/). D'accord, c'est une banque qui finance le site, mais l'info est à jour... alors, la décision de le consulter ou non vous appartiendra.

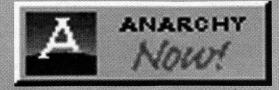
Passons à autre chose. Très actives et dynamiques : les Pénélopes (http://www.mire.net/penelopes/). Ce site a pour vocation l'échange d'informations entre toutes les femmes du monde. En plus d'être très bien mis à jour et plein d'informations utiles — y compris

pour les mecs –, il est beau. Décidément, cette semaine, l'esthétique éclaire cette rubrique.

Pour finir (avec les sites peu ou prou militants), je voudrais vous toucher deux mots du nouveau site d'une vieille association bien sympathique : la Fédération anarchiste francophone (http://federationanarchiste.org/). Il ressemble beaucoup à celui que nous avions sur altern et ce n'est pas un hasard puisque c'est Valentin qui nous fournit gracieusement cette nouvelle adresse toute neuve. Vous y trouverez Radio libertaire, le catalogue de la librairie, le Monde libertaire, des infos sur la « Fédé » (principes de base, contacts des groupes, etc.) et quelques liens. Site utile, donc, mais qui gagnerait peut-être à se colorier. Alain (http://www.minitelorama.com/~alain/), mon papa cybernétique, arrête de gérer le Monde libertaire, faute de temps, mais prépare un nouveau site de liens différents... on vous en dira plus. Bon, sur ce, et avant de vous quitter, un petit site pour le

Bon, sur ce, et avant de vous quitter, un petit site pour le plaisir des yeux : la galerie d'Art Virtuelle (http://perso.infonie.fr/eh/) ou l'art de se promener dans un musée avec sa souris, sans faire la queue à la caisse et sous la pluie. Beau (encore!), intelligent et très riche. À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard BlueEyedKeyboard@caramail.com



## CINÉMA

#### Le général John Boorman

AFFICHE, COMME LE HÉROS du film se vante : « Je n'accepte aucune de vos lois, ni celles des hommes, ni celles de Dieu ». Après tout, ce n'est qu'une variante assez mégalo de « Ni Dieu ni Maître » bien connue. Et Martin Cahill, l'Irlandais qu'interprète Brendan Gleeson à merveille, doit se demander luimême à la fin - car il meurt assassiné par l'IRA - s'il avait été si bien renseigné que ca quand il se croyait intouchable. Le film est intéressant parce qu'il oppose a ce brigand sans morale et sans états d'âme un policier. A les regarder jouer à cachecache, au gendarme et au voleur, on réalise que leur double messieurs ne représente que les deux faces possibles du même problème social. Martin Cahill se défoule et provoque en authentique pervers, alors que l'autre ne cherche qu'à endiguer, arrêter ce flux ravageur de mauvaises pulsions. Cela est raconté en noir et blanc, avec des images travaillées à outrance, qui restituent l'atmosphère d'une époque. Le vrai Martin Cahill a été envoyé gamin en maison de redressement pour avoir volé de la nourriture. Sa haine des flics et de la loi reposerait sur de nombreux abus sexuels sur sa personne perpétrés par les mâtons et d'autres représentants de l'ordre.

**ROMAN NOIR** 

Le film interroge donc la vengeance air vicié de petit-bourgeois mollede Martin Cahill tout comme il questionne la police sur son rôle et ses attributions, grâce à l'interprétation remarquable de Jon Voight, cela passe, même pour un anarchiste élèvé dans la haine de la flicaille. Il parait crédible qu'au bout de tant d'années de chassé-croisé s'établissent des liens tout particuliers entre ces deux hommes.

Martin Cahill nargue les flics avec un certain génie, se cache éternellement derrière sa main alors que c'est cela même qui le rend reconnaissable. Il travaille à connaître la loi pour mieux la contourner. Mais petit a petit il se révèle sadique, abject (il crucifie un de ses lieutenants sur un billard). Ce Robin des Bois des villes ne partage sa rapine avec personne, il préfère voler et violer, n'épargne pas sa propre famille. Ce qui veut dire qu'on finit toujours par ressembler à ce qu'on fait. Donc cet homme qui devrait nous faire respirer l'air libertaire concentre, dégage un

ment contestataire. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de moments cocasses dans le film. On se met à rire de bon cœur, quand il vole les gens en train de dormir. Le film de Boorman restitue avec force la terreur que ses adversaires et ses proches ont dû maintes fois éprouver quand son regard s'immobilise, s'acharne sur quelqu'un ou quelque chose. Par la force de la scène de son assassinat, le regard de Martin Cahill se fixe sur nous comme l'œil du malin: il gît mort dans sa voiture. Mais l'impact de la balle, un trou noir en plein milieu de sa figure nous nargue comme un troisième œil, rétablit le mythe du bandit, reste en mémoire et continue a faire peur. Ainsi Martin Cahill assassiné nous nargue encore. John Boorman n'a pas pu se hisser au-delà de l'image maudite de son personnage et lui rend ainsi un dernier hommage.

**Heike Hurst** (Fondu au Noir-Radio libertaire)

#### copinage

Marie-Josée Vilar présentera son nouvel album « Duende » à l'Européen (3 rue Biot, Paris 17e) lundi 14 décembre à 20 h 30. Places 100 F et 80 F; réservations: 01 43 87 97 13.

#### La Trace **Jacques Vallet**

A « TRACE », C'EST LE NOM donné à une route broussailleuse et montagneuse de la Martinique où Jacques Vallet nous entraîne avec ses personnages et ses paysages hauts en couleur.

La trace, c'est une recherche de l'ancêtre, de la femme aimée, c'est la poursuite échevelée et à suspens des malfrats.

La trace, c'est ce chemin maudit, aux dédales innombrables, dans la forêt tropicale moite et hostile, parcourue jadis par les « Marrons », ces esclaves fugitifs tentant d'échapper aux férocités des maîtres... Chômage (25% de sans-emploi) et misère font le lit des pourvoyeurs de « crack », des dealers et de leurs victimes.

Le héros, journaliste globe-trotter, Othello Desdouches, celui-là même qui s'était confronté au « Satanisme » et la mafia russe (1), s'embourbe dans les méandres de cette « Trace » noyée dans la végétation et les nuages bas, dissimulant le repaire d'un certain Hippolyte, grossium de la mafia colombienne de la drogue...

La marque coloniale n'est pas seulement dans l'assoupissement mortifère des « enfers artificiels », sinistre béquille du désespoir des paumés, elle est restée fichée dans les têtes et dans les cœurs : la violence et l'arbitraire du knout du maître a faconné les relations des hommes entre eux.

Comme au plus beau temps de l'esclavage « officiel » les communautés « békés », métis, noires, asiatiques, caraïbes, blanches, etc. se regardent en chien de faïence, elles se côtoient avec froideur, animosité ou s'agressent. Loi de la jungle, racisme ordinaire, fruit vénéneux et toujours mur des « porteurs de la civilisation »...

Récit d'aventures, d'amour (Othello recherche obstinément sa « Perle » rare, sa dulcinée des îles), « La Trace » nous emporte dans une chevauchée exotique et fantasque, loin des clichés bétonnés des guides touristiques pour adeptes béats de la pacotille du « Club med » et de ses épigones nord-américains.

#### **Archibald Zurvan**

(1) Touches pas à Desdouches, Jacques Vallet, éd. Zulma.

\* La Trace. Jacques Vallet, éd. Zulma. En vente à la librairie du Monde libertaire, 59 F. petite semaine

#### Madame « le » ou madame « la »

L'Académie française, qui ne cesse de vouloir démontrer son immortelle inutilité, a jeté ses plus ardents conservateurs gâteux à l'assaut de cette réforme de l'orthographe tant promise mais aussi tant redoutée car annonciatrice, à travers la féminisation des titres et fonctions, de déclin langagier, de laxisme grammatical décadent, presque de fin du monde puisque mettant à mal l'incomparable génie de notre parler national.

Postés à l'entrée d'un dictionnaire-forteresse qu'ils espèrent imprenable, bardés de traditions moyenâgeuses déjà fort ébranlées par le sabir des banlieues et autres endroits éloignés de la Coupole, épaulés dans ce nouveau combat pour la sauvegarde de la patrie par une académicienne emperlousée gagnée à la mysoginie des lieux, ces tristes amuseurs assurent n'avoir rien contre Mme Guigou, Mme Voynet ou Mme Benoîte Groult, mais qu'il ne saurait être question, sous peine de décrépitude linguistique irréversible, que la première fût une ministre, la deuxième une députée, et la troisième une auteure ou une écrivaine.

Dans ce conflit de toute première importance, on notera, non sans regrets, que les termes-bastions disputés par adversaires et partisans de la féminisation des mots concernent invariablement des états ou fonctions liés à la haute hiérarchie politique ou littéraire, aux seuls sommets intellectuels ou gouvernementaux.

Il conviendrait, si l'on souhaite que nous engagions nos forces dans cette nécessaire bataille, que les hommes de cœur et de gauche de l'Institut, qui en compte quelques-uns, ajoutent à la question telle qu'elle se pose jusque-là cet aspect social qui lui fait tant défaut. Il serait bon que, délaissant les éternels et nuisibles « ministres », « député(e)s » et autres « grand(e)s » témoin(e) de notre temps » ce sujet passionnant se déplace enfin sur un terrain moins élitiste où abondent les problèmes non encore résolus par ces messieurs-dames.

Ne pourrait-on pas réfléchir, par exemple, à la toute primordiale question de savoir s'il convient de dire et d'écrire « madame le sans-abri » ou « madame la

Floréal

#### Librairie du Monde libertaire forum

avec Jacques Lesage de la Haye, auteur de « La guillotine du sexe » le 12 décembre à 16 h 30

### NON, NON, ON LIT!



Liberté \*

Ce thème est présent à travers l'ouverture de la littérature de jeunesse aux formes fantastiques, surréalistes, humoristiques, mais il est rarement traité comme tel. Nous repérerons ici quelques ouvrages qui s'y essaient.

Renaudin, Antoine ouvre les cages, ill M Fougère, Utovie, 1997. 29 p 36 F, (6/8 ans). Il s'agit d'une fable sobre en sa mise en page (10 images pleine page qui correspondent àune phrase; du texte, sans encadrement et en noir et blanc). On est dans une ferme des animaux, après une tentative de s'affranchir des jougs d'obéissance. Mais l'ordre de la servitude a raison de cette liberté grande rêvée; Antoine leur jure une prochaine libération. Malgré l'euphorie de l'image finale, la fable se clôt sur une fin pessimiste.

Éluard Paul, Liberté, ill. Cl Goiran. Flammarion, 1997, 49 p 79 F.

Intitulée au départ « Une seule pensée » (1), ce poème est inspiré de l'amour pour Nusch selon l'auteur lui-même, Eugène-Émile-Paul Grindel dit Paul Éluard (1855-1952). Il ouvre le recueil Poésie et vérité (1942) et est devenu un des poèmes célébrés de la Résistance. Alors qu'il devait terminer son poème par la révélation du nom de la femme aimée, Éluard lui substitua le nom de « liberté ». On analyse souvent ce poème, Éluard lui-même d'ailleurs par la coïncidence parfaite entre la nécessité intérieure (écrire l'amour) et la nécessité extérieure des circonstances et c'est ainsi que « Liberté » devint l'emblème de la poésie de circonstance réussie, « j'écris ton nom » par un changement de nom. On y retrouve l'utilisation surréaliste très manipulatoire de la femme renvoyée aux « horizons purs » éthérés.

L'intérêt de ce poème ne réside pas dans sa genèse circonstancielle mais plutôt dans les lectures qu'il peut susciter aujourd'hui et dont l'illustrateur nous donne une clé: « la liberté n'est pas offerte, c'est un combat à mener contre soi-même et contre ceux qui la confisquent » dit-il. L'illustrateur travaille en banlieue parisienne dans un service d'Accueil d'urgence. C'est son premier livre illustré fait d'ombres et de lumières, d'échappées belles aussi. Lire cette édition n'est pas lire celle de la Pléiade; l'enfant y est libre d'interprétation; ainsi va la lecture.

Philippe Geneste

(1) Le poète stalinien que fut Éluard a peut-être craint que l'on confonde avec la pensée

\* Seconde partie la semaine prochaine...

#### **RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz**

jeudi 10 décembre à 18 heures : Ci Vis Pacem: L'article 3 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

jeudi 10 décembre à 20 h 30: Microclimats: A propos du film « Pas vu pas pris » avec l'auteur, Pierre Carles.

samedi 12 décembre à 11 h 30: Chronique syndicale: Jean-Pierre Crom auteur du livre « Deux siècles de droit du travail »; le mouvement de grève des surveillants des collèges et lycées.

lundi 14 décembre à 19 h 30 : La mémoire sociale : les anarchistes illégalistes.

mardi 15 décembre à 18 heures: Pas de quartier: Le centre d'aide et de soins aux toxicos d'lle-de-France.

mercredi 16 décembre à 10 h 30: Blues en liberté: Chuck Berry, plus connu pour les classiques du rock'n roll que ses blues.

**TOTEM ET TABOU** 

#### Les fascistes veulent nous faire taire à propos de la guerre d'Algérie!

IN OCTOBRE 1998 LES ÉDITIONS listes, les nationalistes, les exploidu Monde libertaire ont publié le livre de Gérard Lorne « Du rouge au noir. Mémoire vive d'un porteur de valises. »

Ce livre, vendu au profit de l'école libertaire Bonaventure (une [la seule] école libertaire, laïque, non étatique, gratuite, autogestionnaire... se posant comme alternative

à l'école des curés, des patrons et de DU ROUGE AU NOIR l'État), retrace, sous une forme romancée, l'histoire d'un Gavroche communiste qui s'est pris de devoir pour une lutte anticolonialiste, qui en a payé le prix fort de vingt ans de tôle, qui ne s'est pas laissé longtemps abuser par la vérole nationaliste et ses luttes sordides et sangui-

naires pour le pouvoir et qui, au fil du temps de sa révolte et des actes de sa révolte, est devenu libertaire. Ce livre, c'est flagrant, nous raconte une vie exemplaire. Exemplaire dans son engagement dans le camp du peuple algérien en lutte contre son colonisateur français.

Exemplaire dans sa critique d'un F.L.N. parti-État scotché au désir de chausser les pantoufles du grand chef blanc. Exemplaire dans son refus de la haine, de la vengeance et du sang versé. Exemplaire dans son courage de tous les instants, son harnais de doutes en tous genres, l'intransigeance de sa révolte et une volonté à nulle autre pareille dans l'art de transformer un échec en une nouvelle lutte estampillée espoir.

Ce livre, il faut le dire, est un hymne à l'insurrection et à l'insoumission face à tous les intolérables que sont les colonisations, les guerres, les militaires, les cheffaillons, les capitateurs et les oppresseurs de tous ordres.

Ce livre, le contraire eût été étonnant, est en train de faire péter les plombs aux pauvres hères d'un parti « xénophobe et raciste » (dixit l'actuel président de notre Ve républi-

que) qui a choisi de défendre bec et ongles le mythe de l'Algérie française, la réalité du colonialisme et le fonds de commerce sordide de la haine.

Ce livre, disons le tout net, indispose le Front national et fait l'objet, de sa part, via ses officines habituelles, d'une fatwa et d'un appel au meurtre et au lynchage.

Dans la Dépêche du Midi du 25 novembre 1998, le Cercle national des rapatriés de l'Ariège qui est aux anciens combattants ce que le fascisme dur est au fascisme mou n'hésite pas, en effet, à en appeler à la mobilisation générale pour empêcher que le « traître » Gérard Lorne puisse s'exprimer ici, là et ailleurs dans des conférences débats organisées à la faveur de la sortie de son bouquin.

#### Nous intimider, nous faire peur...,

Nous empêcher de dire les choses, d'hurler la vérité, de rendre hommage à une poignée d'insoumis, de déserteurs et autres porteurs de valises qui, dès lors qu'ils ne se sont pas fourvoyés dans l'allégeance masochiste à un quarteron de nationalistes merdeux, de politicards véreux et de totalitaires sanguinaires, qu'ils ne se sont pas fourvoyés dans les impasses terroristes d'une lutte armée dont la légitimité

relevait de l'évidence et qu'ils ont « simplement » osé aider des opprimés en lutte, ont, il faut le dire, sauvé l'honneur d'un pays qui se targue d'être celui de la révolution et des droits de l'homme et d'un mouvement ouvrier dont l'internationalisme prolétarien a trop souvent loupé les grands rendez-vous avec l'histoire.

Bref, les fascistes et leur clientèle de cocus (les pieds noirs prolétaires de Bab El Oued, les Harkis qui ont cru au mythe de l'Algérie française à la mode colonialiste et que l'on a lâchement abandonné en Algérie et en France, les troufions ordinaires d'une guerre qui ne les concernait pas, les victimes de tous ordres de cette saloperie qu'est la guerre...) ont décidé de nous empêcher de parler de la guerre d'Algérie et de tout faire pour nous interdire de conférences et de débats.

De cela, nous avons informé le Canard Enchaîné, Charlie Hebdo, L'Humanité, Rouge, Libération, Le Monde, Le Nouvel Obs, Daniel Mermet, Marianne, l'O.C.L... et tous les astres d'une galaxie dite antifasciste en leur expliquant qu'aujourd'hui c'était la Fédération anarchiste et les Éditions du Monde libertaire qui étaient dans le collimateur mais que demain... Et en leur demandant, au moins, de rendre compte de la sortie d'un bouquin qui...!

Nous verrons ce qu'il en sera.

Pour l'heure, Gérard Lorne continuera de faire des conférences. Les Éditions du Monde libertaire vont en rajouter trois louches en publiant un livre de Benoist Rey intitulé « Les égorgeurs » qui retrace l'infamie au quotidien de deux ans de l'armée française pendant la guerre d'Algérie. et nous continuerons à opposer au totalitarisme fasciste la seule arme qui vaille, celle de la révolution sociale libertaire.

Étonnant, non?

Jean-Marc Raynaud

## DU ROUGE AU MOIR ROUGE!

#### Monde libertaire hors-série sortie le 24 décembre 40 pages, 20 F.

Au sommaire: Bilan social et politique de 1998 • Ou en est la lutte des sans-papiers? • Réduction du temps de travail et 35 heures Quelle conception libertaire des services publics? • Féminisme et antisexisme • Les grandes grèves du siècles • Europe: de Maastrich à Amsterdam • le livre noir du capitalisme...

#### G D

jeudi 10 décembre

POITIERS: Réunion publique organisée par la C.N.T. Interco de la Vienne et la Fédération anarchiste: Autogestion et socialisation: l'expérience anarcho-syndicaliste dans l'Espagne de 1936, 20h30, salle Timbaud, Maison du Peuple, rue Saint-Paul avec Franck Mintz.

#### vendredi 11 décembre

LYON: Spectacle chanson « L'homme qui parle » de Jean-Marc Le Bihan à 20 h 30 au Café libertaire, 19, rue Pierre Blanc, 1er (entrée par l'allée). PAF: 20 F.

#### samedi 12 décembre

BORDEAUX: Le Cercle Athénée Libertaire organise un débat à 15 h 30 à l'Athénée libertaire 7 rue du muguet sur le thème: « Action politique ou action syndicale » (le syndicalisme est-il révolutionnaire?). Au même lieu et en suivant, le groupe Emma Goldman organise une soirée-repas garbure de soutien précédée d'un apéro dés 19 h 30, il est indiqué de s'inscrire au 05.56.81.01.91 en laissant les coordonnées sur le répondeur. La participation minimale est de 35 F ou de 50 F en soutien.

LYON: Débat à l'initiative de l'Union locale de la F.A. sur le thème « Les religions, c'est l'oppression » à 17 heures à la librairie la Plume Noire. 19, rue Pierre Blanc, 1er (Tél: 04 72 00 94 10).

#### jeudi 17 décembre

LYON: Conférence à l'initiative de la Fédération anarchiste sur la question des drogues avec Jean-Pierre Galland (CIRC) et Régis Balry (FA) à 21 heures dans le cadre du Café libertaire, 19, rue Pierre Blanc, 1er (entrée par l'allée).

samedi 19 décembre

IVRY-SUR-SEINE: Réunion à 20 h 30 « Avec les sans-papiers » Projection du documentaire de Camille de Vitry « Partis les mains vides » et débat avec le groupe Elisée Reclus de la F.A., salle Saint-Just, 30 rue

#### « Du Rouge au Noir »

Tournée de conférences avec Gérard Lorne

Au mois de septembre dernier, les éditions du Monde libertaire ont publié « Du Rouge au Noir, Mémoire vive d'un porteur de valise », de notre ami Gérard Lorne. Ce récit autobiographique, nous conte le parcours d'un porteur de valise membre du Parti Communiste Français, qui au fur à mesure de ses expériences,a parcouru le chemin qui mène à l'anarchisme. Exclu du P.C.F, puis arrêté par la police en possession du trésor de guerre du F.L.N, il fut condamné par la justice française à 20 ans de prison. Il quitta la France lors d'une permission, pour n'y revenir qu'après la prescription de sa peine, il n'y a pas si longtemps. Le Maroc fut sa première destination, où il continuera son aide au F.L.N. Les luttes internes pour le pouvoir et le poids croissant de l'ALN (armée) vont l'en éloigner. C'est alors le temps des voyages : la Tchécoslovaquie, l'Amérique Latine. De retour en France il s'installe en Ariège. Fort de ses expériences, il continue la lutte en ouvrant un des premiers lieux de vie accueillant

Il est particulièrement intéressant de revenir sur cette période mal connue qu'est la guerre d'Algérie. Revenir sur le choix d'individus libres qui ont pris des risques pour combattre le colonialisme français. Revenir aussi sur leurs espoirs d'une révolution sociale algérienne. Cela nous ramène également a la confiscation par l'armée de tous les possibles autogestionnaires et au régime autoritaire que connaît l'Algérie aujourd'hui. Pour toutes ces raisons nous avons organisé avec les camarades de l'Union régionale sud-ouest de la F.A., une tournée de conférences autour du livre de Gérard Lorne. De plus, le poids de la guerre d'Algérie est particulièrement important dans le sud de la France. De nombreux pieds noirs et harkis vivent près de la Méditerranée et leur influence sur la vie politique y est forte. Ce n'est pas un hasard si lors de la conférence de Gérard à Foix, le Cercle national des rapatriés (proche du F.N.) a fait savoir qu'il « s'autorisait à faire que cette conférence n'est pas lieu ». Malgré ces menaces, nous n'avons eu à souffrir d'aucune agression lors des premières conférences de la tournée. Au contraire, les menaces portées sur le débat à Foix, ont rempli la salle.

Stéphane - groupe un autre futur

Les prochaines rencontres

Artigues: 10 décembre à 21 heures au centre Les Marmottes; Carcassonne: 11 décembre à 20 h 30 au Bazar, 44 rue de la

Saint-Girons: 19 décembre à partir de 11 heures à la librairie La